



COMPTE-RENDU DE LA RENCONTRE ENTRE L'INTERSYNDICALE ET LA LISTE « NOUVEAU MONDE » - REGION LR-MP

Dans le cadre de la mobilisation de l'Enseignement Agricole Public, l'Intersyndicale Snetap-FSU, Syac-CGT, Snerma-FO et SUD Rural Equipement a été reçue, le vendredi 27 novembre 2015, par Myriam Martin, membre du Front de Gauche, candidate sur la liste « Nouveau Monde-En commun », « rassemblement citoyen, écologiste et solidaire » (EELV, FDG, Parti occitan) et a pu échanger sur la situation de l'Enseignement Agricole Public, source d'inquiétudes et de revendications importantes.

Nous avons échangé sur quatre thèmes principaux qui témoignent de la fragilisation manifeste de l'Enseignement Agricole Public :

- la question des capacités, des conditions d'accueil et de l'offre de formation dans nos établissements publics, notamment en ce qui concerne la carte scolaire de la voie professionnelle (en lien avec le CAEN et le CREFOP),

Nous avons regretté que l'EA ait été rattaché à la vice-présidence « Agriculture », le vice-président, M. Labarthe, ancien élève de l'EAP, ayant été systématiquement aux abonnés absents. Pas une fois, le CRMIP n'a été représenté en CREA depuis les dernières élections ! En CAEN, seule la vice-présidente « éducation » était régulièrement présente. Résultat : le CRMIP n'a jamais dénoncé le manque d'ambition de l'évolution de la carte scolaire de l'EAP.

De plus, nous avons dénoncé le financement de la nouvelle MFR d'Escatalens, aussi appelée « MFR Pinel ». La candidate a confirmé que le CRMIP avait investi 1,3 M € (au cours du mandat ou en 2015 ?) dans les travaux sur des établissements privés, alors que la loi ne l'y oblige pas. Les élu-e-s de la liste « Nouveau monde » voteront contre ces investissements. De plus ils s'engagent à être le relais des OS et des mobilisations.

Le CRMIP soutient le développement à tout crin de l'apprentissage, au détriment des formations par voie scolaire (« ça ne marche pas ! », selon notre interlocutrice, qui fait référence à la stabilisation, voire la diminution du nb d'apprenti-e-s), et défend le mixage des publics. M. Martin, elle-même enseignante en lycée professionnel, dénonce cette orientation.

- la question des conditions de travail, de la précarité dans les CFA et CFPPA (protocole, déprécarisation...), et des financements (taxe d'apprentissage, appels d'offre...)

Nous avons dénoncé la politique en matière de formation continue, en particulier les fortes incitations faites aux CFPPA de répondre aux appels d'offres-région en collaboration avec des organismes privés. Nous avons rappelé l'action que nous avons menée afin que le CR définisse des critères qualitatifs, en particulier sur les conditions d'emploi et de rémunération, pour attribuer les formations, en priorité aux organismes publics.

Pour les CFAAH, la subvention de fonctionnement est clairement insuffisante dans un contexte où des formations ne « remplissent » pas (les directions parlent de « seuils de rentabilité » à partir d'un certain nombre d'apprenti-e-s). Ce sont les personnels précaires qui en font les frais ; seule la « subvention d'équilibre » attribuée a posteriori permet aux centres de ne pas couler, mais maintient les personnels dans des conditions difficiles.

- la question des budgets d'établissement, des plans prévisionnels d'investissement et des

dotations de fonctionnement (dont la prise en compte du rôle pédagogique des exploitations agricoles et ateliers)

Nous avons présenté les difficultés financières des EPLEFPA, les « plans de redressement » et les conséquences pour les personnels et les usagers. La question du rôle pédagogique des EA et AT a été aussi abordée.

Comme celle du transport pédagogique des élèves.

- la question des agents régionaux des lycées, membres à part entière de la communauté éducative (missions, dotations, remplacements...).

La liste « Nouveau Monde » a rencontré l'intersyndicale des personnels du CRMIP et a abordé en particulier le problème des dotations des personnels ARL, du non-remplacement des agents en congé, de la précarité (contrats de fin de vacances à début de vacances, contrats 10/12 mois...). De plus, le choix d'externaliser de nombreuses missions (chauffage, maintenance info) met à mal le service public et n'est pas neutre du tout sur les budgets (ex : chauffage, restauration Auzeville).

La liste « Nouveau Monde » défend la prise en charge de tous les déplacements domicile-lycée pour les lycéens, des manuels scolaires (comme c'est le cas en LR) et d'un ordi gratuit par lycéen.

Au final, une écoute et des engagements. Au cas où les listes « Nouveau monde » et PS fusionnent entre les deux tours, ce qui est probable, M. Martin devrait être éligible et positionnée sur le secteur de l'éducation. Elle s'engage à être le relais des revendications des personnels de l'EAP.

Il est à signaler que la liste PS ne nous a pas répondu, malgré des sollicitations multiples. Nous savons malgré tout que la candidate Delga a reçu en mains propres le tract d'appel à l'action du 24/11.

LA DÉLÉGATION DE L'INTERSYNDICALE
A. PUJOS ET O. GAUTIE